

## NON AUX PROFITEURS DE GUERRE

Les milliards dépensés par le gouvernement américain dans la guerre en Irak et dans la guerre contre le terrorisme, jumelés aux efforts d'un premier ministre libéral prêt à investir davantage dans le matériel de défense, produisent des bienfaits inappréciables pour un grand nombre d'entreprises canadiennes.

Pour SNC Technologies, qui fabrique des munitions utilisées en Irak et en Afghanistan, comme pour bien d'autres entreprises canadiennes qui participent encore au projet de bouclier antimissile (notamment Canadian Aviation Electronics), les profits de la guerre sont à la hausse. Et partout nous pouvons voir les signes d'une intégration profonde avec les États-Unis. D'où vient-elle? Des grandes entreprises, qui désirent ainsi accroître leurs profits. Le gouvernement de Paul Martin travaille fort pour faciliter les profits de guerre. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil à un site Web du ministère des Affaires étrangères intitulé "Vendre au gouvernement des États Unis". Ce site vise à aider les entreprises canadiennes à obtenir des contrats pour la "reconstruction" de l'Irak.

Nous voulons que notre gouvernement tienne compte des valeurs de la population canadienne mette fin à la vente de munition utilisées en Irak!

### Ensemble contre la guerre Together Against War

#### NOWAR-PAIX

*Network to Oppose War and Racism  
Pacte contre l'agression, l'intolérance, et la xénophobie*

[www.nowar-paix.ca](http://www.nowar-paix.ca)

### Rassemblement Outaouais Contre la Guerre

[www.rocg.ca/](http://www.rocg.ca/)

[www.zerra.net/freemohamed](http://www.zerra.net/freemohamed)  
Justice pour Mohamed Harkat

[www.resisters.ca](http://www.resisters.ca)

Joignez-vous à la campagne d'appui aux objecteurs de conscience; signez la petition.

[www.maherarar.ca](http://www.maherarar.ca)  
Suivez l'enquête Arar.

[www.canadahaitiaction.ca](http://www.canadahaitiaction.ca)  
Informez-vous sur ce qui se passe à Haïti.

[www.ceasefire.ca](http://www.ceasefire.ca)

Envoyez une lettre à Paul Martin contre la participation du Canada à l'agression des États-Unis.

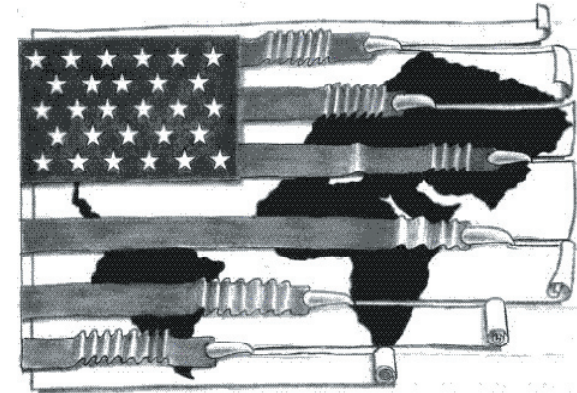
[www.coat.ncf.ca](http://www.coat.ncf.ca)

La coalition canadienne contre le commerce des armes.

[www.acp-cpa.ca](http://www.acp-cpa.ca)

L'alliance canadienne pour la paix/Canadian Peace Alliance

# NON AUX



# GUERRES DE BUSH

## TROUPES HORS D'IRAK

La situation se détériore en Irak. La dévastation complète de Fallujah et la destruction de vies humaines se poursuivent. L'administration d'occupation et les gouvernements qu'elle a mis en place ont également procédé à la privatisation de l'économie irakienne alors qu'une bonne partie de la population n'a pas accès aux services essentiels.

Bien que le Canada n'ait pas envoyé de troupes en Irak, le gouvernement canadien soutient l'occupation de l'Iraq par la porte d'en arrière, en y envoyant des conseillers et en accordant son soutien aux fabricants d'armement qui fournissent un très grand nombre de munitions et d'autre matériel aux forces d'occupation. Le premier ministre Paul Martin a également décidé d'envoyer des troupes en Jordanie pour former les forces policières irakiennes, ainsi qu'en Afghanistan où elles peuvent prendre la relève des troupes américaines. Paul Martin refuse maintenant de permettre aux objecteurs de conscience américains de demeurer au Canada.

Certains s'inquiètent que le retrait des troupes plongera le pays dans une guerre civile. Mais en vérité, la résistance irakienne, qu'elle soit légale ou armée, est aussi diversifiée que l'est notre propre mouvement pour la paix. Les seuls cas de "violence ethnique" en Irak sont attribuables à l'intervention de forces d'occupation étrangères. En général, les musulmans sunnites et les chiites ont toujours entretenu des rapports paisibles et il n'y a pas lieu de croire qu'il en sera autrement après le départ des troupes étrangères. La grande majorité des irakiens désirent la fin de l'occupation.

Nous demandons la fin immédiate de l'occupation et de la complicité canadienne.

## TROUPES HORS D'AFGHANISTAN

La situation en Afghanistan empire à cause de l'occupation. Les troupes canadiennes sont sensées contribuer à la reconstruction du pays et à l'établissement d'une société "libre et démocratique". Mais la véritable raison de la présence des troupes étrangères dans ce pays est la préservation des intérêts économiques et politiques des pays riches.

En ce qui concerne le Moyen Orient et l'Asie Centrale, le contrôle des ressources gazières et pétrolières sont plus importantes que les droits humains. L'Afghanistan "libéré" est loin d'être un paradis pour les femmes. Les cas de viol ont augmenté de manière significative. Le

trafic de l'héroïne est florissant. Et le président fantoche Karzai a inclus des seigneurs de la guerre dans son gouvernement.

À partir de février 2006, environ 2000 soldats canadiens seront en Afghanistan. C'est autant que dans la période qui a suivi les bombardements de 2001. Nous demandons que toutes les troupes étrangères soient retirées de ce pays, incluant le démantèlement de leurs bases, que cesse l'appui donné par les puissances occidentales à l'Alliance du Nord : un regroupement de seigneurs de la guerre et de trafiquants de drogue.

## **ABOLISSEZ LES CERTIFICATS DE SÉCURITÉ CESSEZ LES PROCÈS SECRETS AU CANADA**

En ce moment, au Canada, cinq hommes musulmans sont détenus (dont un est assigné à résidence) sans accusation et sur la base d'une preuve secrète à laquelle ni eux, ni leurs avocats n'ont accès. Ils sont détenus en vertu d'un Certificat de sécurité, une mesure prévue dans la Loi de protection des immigrants et réfugiés qui a été décrite comme "fondamentalement injuste" par Amnistie Internationale. Ils ont passé de deux à cinq ans chacun derrière les barreaux, sans procès juste et équitable, et pourraient être déportés vers la torture ou la mort. L'an dernier, cette procédure a été dénoncée par une soixantaine de juristes et de regroupements d'avocats dans une lettre à Ann McLellan, la Ministre responsable. Une loi similaire a été abolie par la cour la plus élevée du Royaume Uni.

Nous demandons que le processus du Certificat de sécurité soit aboli et que ceux qui sont présentement emprisonnés soient libérés ou aient la possibilité de se défendre lors d'un procès juste, public et équitable sans délai.

## **POUR LES DROITS HUMAINS EN PALESTINE**

En 1947, l'ONU a adopté une résolution recommandant la partition de la Palestine entre un État juif disposant de 56% du territoire et un État arabe sur 42%, avec une zone internationale à Jérusalem. Peu après, Israël a augmenté sa part à 78%, provoquant l'exile d'environ 750,000 réfugié(e)s. Des Palestiniens ont été massacrés et des centaines de petites villes et de villages ont été détruits.

En 1967, Israël a occupé les 22% restant du territoire palestinien et annexé Jérusalem-Est. Il s'en est suivi une vague de colonisation dans les territoires nouvellement occupés, avec comme objectif leur éventuelle annexion. Plus récemment, Israël a entrepris la construction d'un mur qui serpente à travers la Cisjordanie, séparant les communautés palestiniennes entre elles, et séparent les personnes de leurs lieux de travail, de leurs champs et de leurs écoles. La Cour de justice internationale a jugé récemment que ce mur viole le droit international.

La récente évacuation très médiatisée de 8000 colons juifs illégaux de Gaza a pour but d'améliorer l'image d'Israël en appui à sa volonté d'annexer de manière permanente des parties de la Cisjordanie, avec l'appui des États-Unis. Ces colons recevront des compensations généreuses. Tandis que les 23 000 Palestiniennes et Palestiniens qui ont perdu leurs maisons détruites par Israël depuis 1967 ne recevront rien.

Nous demandons la fin de l'occupation israélienne des terres palestiniennes, le droit des Palestiniennes et Palestiniens expulsé(e)s et à leurs descendant(e)s à retourner chez eux, la fin de la campagne de destruction de maisons, de fermes et de villages palestiniennes, et la démolition du mur de séparation.

## **LES MILITAIRES CANADIENS—DES GARDIENS DE LA PAIX?**

Le budget fédéral 2005 incluait 13,5 milliards \$ d'augmentation du budget militaire sur cinq ans. Ces sommes serviront à ajouter 5 000 soldats et à acheter l'armement et l'équipement nécessaire pour cette augmentation d'effectifs. Ces dépenses ne sont pas nécessaires à la défense des frontières du Canada. Il s'agit plutôt de financer des opérations d'ingérence dans les affaires d'états "délicieuses", comme le coup d'État à Haïti ou l'occupation de l'Afghanistan.

Même si aucun contingent de troupes canadiennes n'a participé à la guerre des États-Unis

contre l'Irak en 2003, le Canada a participé à la prétendue reconstruction de ce pays. Des Canadiens forment la nouvelle police irakienne en Jordanie. Le Directeur général des élections a formé des responsables des élections biaisées en Irak et en Haïti. Le Canada a aussi désigné un représentant pour faciliter la participation des entreprises canadienne à la privatisation des services publics irakiens imposée par l'occupant. Les interventions militaires impérialistes, incluant celles auxquelles le Canada a participé directement, ne sont que l'aspect le plus brutal de la politique néolibérale qui a conduit aux coupures massives dans les programmes sociaux par Paul Martin, lorsqu'il était Ministre des finances.

Nous disons au gouvernement Martin : dépensez dans les programmes sociaux, pas le militarisme!

## **ACCUEILLONS LES OBJECTEURS DE CONSCIENCE**

"Ceux qui, pour des raisons de conscience, décident de ne pas participer à cette guerre... ont mon entière sympathie et, en fait, notre politique a consisté à leur donner accès au Canada. LE CANADA DEVRAIT ÊTRE UN REFUGE FACE AU MILITARISME." Ces paroles ont été prononcées il y a plus de 30 ans, par Pierre Elliott Trudeau, au sujet de l'arrivée au pays de milliers d'objecteurs de conscience provenant des États-Unis durant la guerre du Vietnam. Aujourd'hui, le Canada fait de nouveau face à une situation comparable.

À mesure que le nombre de victimes augmente parmi les soldats américains, le moral des troupes s'affaïsse. Aux États-Unis, le mouvement pour la paix mobilise actuellement les militaires et leurs familles. Ici, au Canada, nous devons soutenir les objecteurs de conscience. Ces derniers s'opposent aux guerres illégales de George Bush. Ils refusent de servir au sein d'une armée qui commet des atrocités flagrantes contre l'humanité et ils sont par conséquent venus trouver refuge chez nous. Un grand nombre d'entre eux attendent la tenue d'audiences visant à déterminer leur situation juridique au Canada.

Joignez-vous à tous ceux et celles qui souhaitent faire du Canada un refuge pour les objecteurs de conscience américains et signez la pétition en ligne à l'adresse [www.resisters.ca](http://www.resisters.ca). Vous pouvez aussi faire un don pour les aider à s'adapter à la vie au Canada.

## **NON À L'OCCUPATION D'HAÏTI**

Le 29 février 2004, avec l'appui des États-Unis, de la France et du Canada, un coup d'État a violemment renversé le gouvernement élu d'Haïti. Faisant suite à des années d'embargo financier et de déstabilisation, le coup a marqué le début d'une occupation sous l'égide de l'ONU. Celle-ci s'est empressée de mettre en place un gouvernement "intérimaire" fantoche qui est l'auteur d'énormes violations des droits de la personne, y compris des exécutions sommaires, des détentions politiques illégales, ainsi que l'exonération judiciaire et la libération récente de membres d'escadrons de la mort qui avaient auparavant été reconnus coupables de meurtre.

Le gouvernement canadien est largement complice du coup et de la répression qui a suivi. Il a tout d'abord envoyé des troupes pour prendre part à l'occupation du pays. Le Canada supervise maintenant la composante policière des forces militaires de l'ONU, offrant de la formation au même corps de police haïtien qui a commis nombre d'atrocités bien documentées. Cet automne, Élections Canada aidera à balayer ces réalités sous le tapis et à légitimer le "changement de régime" en "surveillant" un simulacre de processus électoral que de nombreux Haïtiens appellent "sélections".

Nous demandons que le Canada mette fin à sa présence militaire et policière à Haïti. Nous exigeons aussi que le gouvernement canadien condamne vigoureusement la répression et la détention des prisonniers politiques de même que les attaques orchestrés par les forces des Nations Unies contre des quartiers pauvres. À l'instar de n'importe quel autre pays, Haïti a droit à l'autodétermination et à la souveraineté. Le Canada devrait par conséquent demander le retour du gouvernement constitutionnellement élu afin que de véritables élections puissent avoir lieu, auxquelles participeront tous les secteurs de la société haïtienne.